

Lors de l'université d'été de la LCR, Olivier Besancenot a lancé un double appel : à la **résistance sociale** et à la construction d'un **nouveau parti anticapitaliste**.

La résistance sociale est essentielle, cruciale parce que de son dénouement dépend absolument tout le reste. Les luttes ne suffisent pas : elles sont déjà orphelines d'un débouché plus politique, d'un plan de mesures d'urgence sociales et démocratiques, d'une vision d'ensemble de la société,

semblables à la majorité de la population exploitée et opprimée, décidée à faire enfin entendre leurs propres voix, sans prendre de détours. Face au vide sidéral qui existe aujourd'hui à gauche, face à une offensive globale menée par la droite et le Medef, nous sommes de plus en plus nombreux à penser que c'est le

socialiste ou des écologistes... Tous ceux-là ont été à la gauche de la gauche plurielle, puis à la gauche de la gauche institutionnelle. Ils sont, au train où vont les choses, à gauche tout court ! Ils pensent que, ensemble, on pourrait aller plus loin. Ils pensent qu'une autre gauche est possible, qui soit un correspondant politique pour les luttes, un point de ralliement, de résistance, par et pour les classes populaires, les classes laborieuses, la jeunesse et toutes celles qui veulent en être, aux avant-postes de la résistance contre le capitalisme.

Alors, oui : il faut tirer toutes les leçons du passé, comprendre pourquoi il y a eu des périodes d'effervescence révolutionnaire, des fractures politiques à gauche - notamment entre réformistes



pensez que l'heure est venue de construire un parti internationaliste, un parti indépendant, un parti anticapitaliste, écologiste et féministe, un parti qui veut toujours révolutionner la société ?

Internationalistes et, donc, également antiracistes. Internationalistes au

pas seulement de résister à la mondialisation capitaliste actuelle. Il s'agit de proposer des solutions alternatives permettant de financer les mesures d'urgence : salaires, protection sociale, logements sociaux, emplois... Cela implique de poser la question cruciale de la répartition des richesses et de leur contrôle par tous.

que la loi de l'offre et de la demande qui envoie la société et l'environnement contre un mur. Aujourd'hui, le fruit du travail de tous est approprié par une petite minorité. C'est cela que nous voulons changer : que tout revienne à tous ! Pourtant, à gauche, le régime de propriété des moyens de production est devenu une question taboue.



« Prendre le pouvoir n'est pas une question taboue, à la condition que la population puisse se le partager et que les partis de la gauche anticapitaliste, en croyant prendre le pouvoir, ne soient pas pris par le pouvoir... »

sens où l'envisageait Che Guevara : capables de ressentir de l'angoisse quand on assassine un peuple quelque part dans le monde ou qu'on le laisse crever comme c'est le cas aujourd'hui au Darfour, en Palestine, en Irak par exemple. Capables de ressentir de l'angoisse mais, aussi, de l'espoir quand se dresse le drapeau de la liberté, comme cela commence à être le cas en Amérique Latine.

C'est une question sociale ; mais c'est aussi une question démocratique : qui décide ?

Dans l'économie de marché, une minorité de privilégiés décide pour

Un parti qui veut révolutionner la société ? Il s'agit de regrouper tous ceux et toutes celles qui pensent qu'une autre société que le capitalisme est possible, sans pour autant avoir des réponses achevées sur tous les sujets et en tirant le bilan des révolutions passées.

« Il s'agit, avec tous ceux qui y sont prêts, de refonder et de réinventer le socialisme du XXI^e siècle. »

Indépendants vis-à-vis du pouvoir, avec une défiance quasi-libertaire vis-à-vis des institutions. En soi, nous ne sommes pas contre participer aux institutions... mais sur la base de notre indépendance. La gauche ne se divise pas abstraitement sur le pouvoir, entre ceux qui accepteraient d'y participer et ceux qui, par principe, s'y refuseraient. Sur cette question, elle se divise entre ceux pour qui, comme nous, c'est un des moyens pour changer la société et ceux qui se résignent à la société telle qu'elle est. Prendre le pouvoir n'est pas une question taboue, à la condition que la population puisse se le partager et que les partis de la gauche anticapitaliste, en croyant prendre le pouvoir, ne soient pas pris par le pouvoir...



tout le monde, dans le dos de tout le monde et sans le contrôle de personne. Nous, nous pensons que dans les entreprises, les quartiers, les villes, c'est la population elle-même qui est la mieux à même de déterminer ses propres besoins et les moyens de les satisfaire. Des pistes existent : la gratuité des prestations publiques et des biens communs, plutôt que leur privatisation comme c'est le cas actuellement avec le régime de l'actionnariat, le brevetage du vivant, du patrimoine génétique et des médicaments ; la satisfaction des besoins collectifs par la planification démocratique plutôt

Il s'agit, avec tous ceux qui y sont prêts, de refonder et de réinventer le socialisme du XXI^e siècle.

Le nouveau parti anticapitaliste, ça m'intéresse. Je vous laisse mes coordonnées pour vous rejoindre.

NOM.....
PRÉNOM.....
ADRESSE.....
CODE POSTAL.....
TÉLÉPHONE.....
MAIL.....

Bulletin à renvoyer à : LCR - 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil



d'une alternative globale cohérente, pour ressusciter l'espoir. C'est l'enjeu de notre proposition d'un nouveau parti,

bon moment ! Ouvriers, jeunes, salariés, femmes, immigrés, jeunes de quartier : il existe une partie de la population et du monde du travail, aujourd'hui minoritaire mais combative et radicale, qui n'a pas envie de se laisser faire, qui est remplie d'espoir.

« Est-ce que, comme nous, vous pensez que l'heure est venue de construire un parti internationaliste, un parti indépendant, un parti anticapitaliste, écologiste et féministe, un parti qui veut toujours révolutionner la société ? »

Ce constat, nous l'avons fait dans les manifestations, avec les militants des autres organisations politiques, à commencer par ceux du parti communiste, des militants dévoués dans les luttes mais désarçonnés par l'orientation de leur parti, des militants du mouvement social, altermondialiste, des syndicalistes, ceux d'autres organisations révolutionnaires, qui pensent qu'ensemble nous pourrions aller plus loin. Et même, probablement, des militants et des électeurs du parti

et révolutionnaires - et tirer le bilan dramatique des contre-révolutions. Mais, on peut avoir une histoire et un héritage sans avoir les yeux braqués vers le passé et affronter l'avenir en lui faisant face, en partant de la société telle qu'elle existe. Sur les décombres où tant d'illusions ont été enfouies par la social-démocratie et par le stalinisme, il faut d'abord et avant tout reconstruire : reconstruire un mouvement social global en réhabilitant en son sein un projet anticapitaliste qui fasse la démonstration que le socialisme et la démocratie ne sont pas contradictoires.

Cet appel n'est pas un appel unilatéral. C'est aussi une question : est-ce que, comme nous, vous



Découvrez **ROUGE**, l'hebdomadaire de la LCR
10 numéros = 10 euros

NOM.....
PRÉNOM.....
ADRESSE.....
CODE POSTAL.....
TÉLÉPHONE.....
MAIL.....

JE M'ABONNE PAR CHÈQUE À L'ORDRE DE LA BRÈCHE

BULLETIN À RENVoyer À : LA BRÈCHE-DIFFUSION
2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

Sortir de la misère, du chômage et de la précarité, préserver et étendre nos droits sociaux, c'est possible !

☹ *Sarkozy et le Medef veulent nous faire travailler plus, soi-disant pour gagner plus, mais en fait pour augmenter encore les profits.*

- ☺ AUGMENTER DE 300 EUROS NETS TOUTS LES SALAIRES
- ☺ AUCUN REVENU (SALAIRES, MINIMA SOCIAUX, RETRAITES...)
- ☺ INFÉRIEUR À 1500 EUROS NET
- ☺ RATTRAPAGE IMMÉDIAT DES SALAIRES DES FEMMES.

C'est possible !

☹ *Sarkozy et le Medef veulent supprimer toute protection des salariés contre les licenciements et contraindre les chômeurs à accepter n'importe quel emploi.*

- ☺ UN TRAVAIL POUR TOUS ET TOUTES AVEC UN CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE À TEMPS PLEIN
- ☺ LA SUPPRESSION DE TOUTS LES CONTRATS PRÉCAIRES ET LES TEMPS PARTIELS IMPOSÉS
- ☺ LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL À 32H AVEC CRÉATION DES EMPLOIS CORRESPONDANTS
- ☺ L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS COLLECTIFS ET INDIVIDUELS.

C'est possible !

☹ *Sarkozy veut détruire les régimes spéciaux pour mieux s'attaquer à la retraite de tous les salariés. Il mine le droit à la santé et l'assurance maladie à coups de franchises. C'est toute notre protection sociale qui est menacée !*

- ☺ LE DROIT À UNE RETRAITE PLEINE ET ENTIÈRE GARANTIE AVEC 37,5 ANNUITÉS ET DANS TOUTS LES CAS À 60 ANS, ET 55 ANS MAXIMUM POUR TOUTS LES MÉTIERS PÉNIBLES (SANS REMETTRE EN CAUSE LES ACQUIS DES RÉGIMES SPÉCIAUX ET EN LES ÉTENDANT À TOUTS LES TRAVAUX PÉNIBLES, AU TRAVAIL DE NUIT)
- ☺ UN TAUX DE REMPLACEMENT À 75% DU MEILLEUR SALAIRE.
- ☺ LE REMBOURSEMENT INTÉGRAL DE TOUT MÉDICAMENT MIS SUR LE MARCHÉ, LES SOINS GRATUITS PRIS EN CHARGE À 100% PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE.

C'est possible !

☹ *Sarkozy veut utiliser les usagers des services publics contre les salariés et leur droit de grève, dans le même temps il supprime un emploi sur deux de fonctionnaires.*

- ☺ CRÉER UN MILLION D'EMPLOIS, POUR UN SERVICE PUBLIC MAXIMUM :
- RÉPONDRE AUX BESOINS DANS L'ÉDUCATION, LA SANTÉ,
- CRÉER DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS : DE LA PETITE ENFANCE, DU QUATRIÈME ÂGE, D'ACCUEIL DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES, DU LOGEMENT (AVEC LA CRÉATION DU MILLION DE LOGEMENTS SOCIAUX QUI MANQUENT),
- FAIRE DES CHOIX ÉCOLOGIQUES EN DÉVELOPPANT LES TRANSPORTS COLLECTIFS ET LES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS UN SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE SANS NUCLÉAIRE.
- ☺ REVENIR SUR L'ENSEMBLE DES PRIVATISATIONS ET OUVERTURES À LA CONCURRENCE DE FRANCE TÉLÉCOM, À LA POSTE, À EDF ET GDF.

C'est possible !

Chaque année, l'état dépense 40 milliards rien que pour rembourser les intérêts de sa dette aux banquiers et plus de 47 milliards d'euros pour le budget de l'armée qui sert à engraisser les industriels de l'armement du CAC 40 (Thomson, Thalès) auxquels s'ajoutent les cadeaux fiscaux pour les plus riches, votés cet été à l'Assemblée nationale.

Les 20 milliards d'exonérations par an de cotisations patronales doivent être supprimées comme doivent être récupérées les cotisations patronales impayées. En augmentant les salaires de 300 euros, ce sont plus de 55 milliards qui iraient dans les caisses de retraite, de l'assurance maladie ou de l'assurance chômage ! 100 000 chômeurs en moins, c'est 1 milliard d'euros en plus pour la sécu.

La pérennité du contrat de travail est de la responsabilité de l'employeur, de la branche, du patronat local ou du donneur d'ordre. Un fonds de sécurité sociale professionnelle, financé par des cotisations patronales et géré par les salariés, doit garantir le maintien des salaires.

En 25 ans la part des salaires dans les richesses créées a baissé de 10%. Cela représente près de 170 milliards qui sont passés annuellement des poches des salariés à celles des patrons !

La rupture urgente, c'est le partage des richesses

L'heure est à la riposte !

Sarkozy invoque la justice et l'égalité pour déclarer la guerre aux salariés. Son nouveau "contrat social" n'est qu'un programme de démantèlement des acquis sociaux. Laurence Parisot salue un projet « fondateur qui redessine un modèle social à la hauteur des enjeux modernes ». Elle comprend bien qu'il donne entière satisfaction au patronat. Le dialogue social auquel le gouvernement convie les organisations syndicales, n'est qu'une imposture. Nous savons combien ces discussions à froid, sans rapport de force ne servent qu'à faire valider les pires reculs sociaux par une partie au moins du mouvement syndical.

Cheminots, fonctionnaires, salariés du privé, chômeurs, étrangers et malades : mauvais coups pour tous !

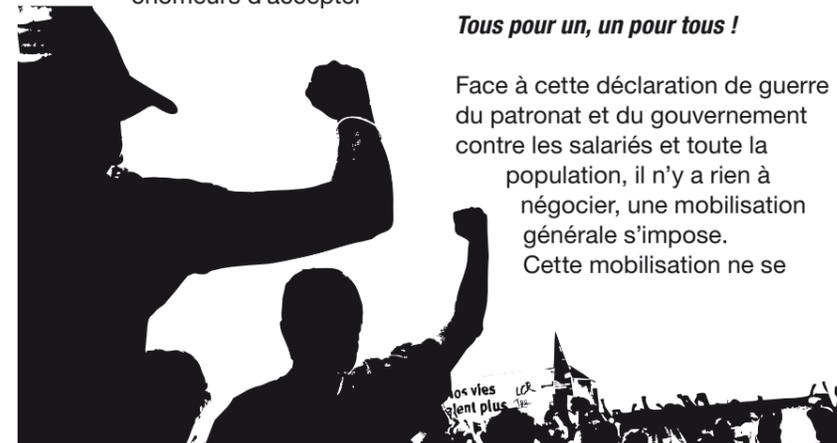
Supprimer un fonctionnaire sur deux, en finir avec le statut de ceux qui resteront, c'est détruire le service public et imposer l'obsession de la rentabilité financière au mépris des fonctionnaires comme des usagers. Dans le privé, la fin du CDI, la liberté de licencier pour les patrons et l'obligation pour les chômeurs d'accepter

n'importe quel emploi sous peine de se voir supprimer les allocations chômage, c'est liquider l'essentiel des droits qui protègent collectivement les salariés pour lui substituer le contrat qui soumet le salarié au bon vouloir des employeurs. La franchise médicale coûterait 850 millions aux malades, approfondirait encore plus les inégalités devant la maladie et surtout elle briserait la solidarité de la protection sociale, où "chacun cotise selon ses moyens et se soigne selon ses besoins". Après les 15 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches, l'injustice viendrait du déficit des régimes spéciaux qui grèverait de 6 milliards le budget ! La vraie raison est ailleurs, ils veulent liquider les régimes spéciaux pour porter à 41 ou 42 annuités le calcul des retraites et passer à 61, 62, ou davantage, l'âge du droit à la retraite pour tous. Jamais la destruction d'acquis sociaux pour une partie des salariés n'a amélioré la situation des autres. Bien au contraire, ce sont, les avancées gagnées par les secteurs les plus mobilisés (congrés payés, salaires, durée du travail...) qui ensuite ont bénéficié à toutes et tous !

Tous pour un, un pour tous !

Face à cette déclaration de guerre du patronat et du gouvernement contre les salariés et toute la population, il n'y a rien à négocier, une mobilisation générale s'impose. Cette mobilisation ne se

décète pas, elle se construit sur tous les terrains : à la base, comme les actions du Réseau Education Sans Frontières pour protéger les enfants sans papiers, dans les cadres militants unitaires regroupant partis, associations, syndicats contre les franchises médicales qui organisent l'information, la mobilisation pour faire reculer Sarkozy. Chaque lutte, chaque mobilisation participent de la défense de tous, ont besoin de la solidarité de tous. Il s'agit de passer de la parole aux actes pour construire l'unité dont les résistances ont besoin. Et cela ne se fera que si chacun, militants, travailleurs, chômeurs, précaires, jeunes en fait son affaire. Nous savons que pour faire céder un tel gouvernement, une riposte d'ensemble avec des grèves, des manifestations, des blocages massifs est nécessaire. La mobilisation dans laquelle les salariés de la SNCF, d'EDF, de la RATP... sont engagés est la lutte de tous les salariés. Le réflexe doit être "ils doivent gagner" et pour gagner ils ont besoin de nous tous ! C'est pour agir dans ce sens que la LCR appelle à la constitution d'un parti qui regroupe tous ceux qui veulent préparer ce mouvement d'ensemble nécessaire pour faire échec à la politique de Sarkozy.



WWW.LCR-ROUGE.ORG